

Les Subsidies

Les États-Unis ont fixé leur taux de prêt à \$2.40 américains le boisseau pour le blé. Ils ont garanti à leurs producteurs \$4.38 le boisseau de blé, que le prix tombe à \$2.40, \$2 ou \$1.75. Ils garantissent aux producteurs \$4.38, ce qui équivaut à six dollars canadiens. La situation générale des agriculteurs canadiens est fort incertaine. La réaction du gouvernement a été d'abaisser le prix initial du blé de \$160 la tonne l'an dernier à \$130 la tonne cette année ou 80c. le boisseau.

Comment les agriculteurs peuvent-ils être concurrentiels? Comment peuvent-ils survivre? Ils ne le peuvent pas à moins que le gouvernement ne réagisse. Jusqu'à maintenant, l'attitude du gouvernement a été d'abandonner les agriculteurs à leur sort. Les conservateurs semblent vouloir attendre que les choses se tassent. Les conservateurs trouvent acceptable que nous perdions 5,000, 8,000 ou 10,000 agriculteurs, mais la population en général n'est pas de cet avis. La plupart des gouvernements provinciaux ont fourni une aide financière considérable dans les six à douze derniers mois, mais le gouvernement fédéral n'a pas fait grand-chose jusqu'à maintenant.

Outre ces paiements de carence, monsieur le Président, le *Farm Bill* américain prévoit l'établissement d'un programme de primes de un milliard de dollars environ. Ainsi, lorsqu'un pays achète des denrées, des céréales, du blé, ou autre chose, un boisseau sera fourni en prime par le gouvernement américain pour chaque lot de trois boisseaux fourni par le commerçant. Cela a un effet spectaculaire. Les États-Unis se lancent à l'assaut des marchés traditionnels, non seulement celui de la CEE, qui semble être la cible des Américains, mais aussi les marchés traditionnellement acquis au Canada. Je veux parler, par exemple, de l'Algérie, où 100,000 tonnes de produits tels que le blé, la farine, les oeufs et le seigle sont mises en marché et d'autres débouchés comme l'Égypte, le Yémen et les Philippines. Quelque 700,000 tonnes de blé sont mises en marché en Syrie. La situation commence à peine à s'échauffer. Ce sont non seulement les cours mondiaux qui vont en pâtir, mais aussi les ventes canadiennes, et cela ne fait que commencer.

Lorsque le premier ministre s'est entretenu avec le président des États-Unis, il y a deux ou trois mois, il a fait publier une très belle et luxueuse brochure rappelant le programme de leurs discussions en matière de commerce. Il y était question de produits comme l'acier, le bois d'oeuvre, les rasoirs électriques, et de toutes les questions dont le gouvernement allait débattre avec les Américains. Mais nulle part dans ce beau et brillant programme aux illustrations alléchantes il n'était question du *Farm Bill* américain. Celui-ci va sans aucun doute modifier le revenu des agriculteurs canadiens plus que toute autre mesure adoptée par le Congrès américain. J'oserais jusqu'à dire que son incidence sur l'économie canadienne sera plus grande que celle de tout autre projet de loi.

Il ressort d'une étude récente effectuée par la *Chase Economics* que le revenu agricole net diminuera de 20 p. 100 l'année prochaine à la suite du projet de loi américain sur l'agriculture. Dans des provinces comme la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta et dans certaines régions de l'Ontario où l'on produit du maïs en abondance, la baisse des revenus agricoles nets sera bien supérieure à 20 p. 100. Je dirai qu'elle atteindra au moins 30 p. 100, peut-être même davantage.

Et pourtant le premier ministre du Canada est allé à la conférence sans inscrire ce point à l'ordre du jour. La question a été

soulevée à la Chambre. Il a annoncé qu'il allait en parler à la réunion au sommet avec le président. C'est ce qu'il a fait, semble-t-il, mais il est revenu les mains vides sans promesse concrète que le programme américain d'indemnisation ne sera pas utilisé contre le Canada sur nos marchés commerciaux traditionnels. Les États-Unis n'ont pas cédé.

Quelqu'un a comparé la guerre des prix qui oppose les États-Unis à la Communauté économique européenne à l'histoire des deux types dans un bateau. Le premier se met en colère, tire un coup de feu dans le fond du bateau et le perce et l'autre répond en faisant de même, sur quoi ils se mettent à couler. Cela résume la situation dans laquelle les grandes nations commerciales agricoles comme le Canada, les États-Unis, la CEE, l'Australie et l'Argentine se trouvent dans la guerre des prix actuelle.

Nous espérons que le premier ministre aurait davantage de succès à la réunion du Sommet économique qui a eu lieu à Tokyo, au Japon. Il avait promis aux agriculteurs canadiens de soulever la question de la guerre commerciale dans le secteur agricole. Je pense qu'il l'a fait, mais apparemment, il n'a certainement pas obtenu de réponse à la conférence. Le communiqué n'a fait aucune mention de la guerre commerciale en cours, dans le secteur agricole, alors que les États-Unis ont engagé dans ce combat plus de 100 milliards de dollars canadiens pour les trois prochaines années.

Il serait intéressant de savoir combien les États-Unis ont dépensé lors de la Seconde Guerre mondiale parce qu'ils sont certainement disposés à engager beaucoup de fonds dans leur bataille avec la Communauté économique européenne. Apparemment, la conférence au sommet n'a rien résolu. On n'y a même pas abordé la question de la guerre commerciale qui fait rage actuellement et dont les effets seront si dévastateurs pour l'agriculture canadienne et celle d'autres pays qui sont de gros producteurs de grains comme l'Australie et l'Argentine. Il n'en sortira rien.

• (1550)

J'ai assisté à la conférence sur les grains en janvier. L'un des grands espoirs qu'elle a suscités était l'éventuelle inclusion du commerce international des produits agricoles dans les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, dont la conférence ministérielle doit avoir lieu en septembre ou en octobre prochain. Il n'était dit nulle part dans le communiqué émis à l'issue du sommet économique de Tokyo que les produits agricoles feraient l'objet de négociations. Le secrétaire américain au Trésor, James Baker, a même déclaré que les sept chefs de gouvernement n'ont pas décidé, lors de leur réunion, de mettre l'agriculture à l'ordre du jour des négociations du GATT. C'est dramatique.

D'autres sujets que les États-Unis voulaient inscrire à l'ordre du jour des négociations du GATT, comme l'investissement étranger, l'industrie des services et la propriété intellectuelle, n'y figurent pas. Nous sommes peut-être en train de précipiter tous nos producteurs agricoles dans une terrible guerre générale des produits agricoles pour plusieurs années à venir. Le Trésor canadien n'est pas de taille à lutter contre ceux de Washington et de la Communauté économique européenne.